

► 1/ RAPPROCHEMENT INRA - CIRAD

La volonté de créer en accéléré un consortium, vraisemblablement sous forme de GIP, pour définir la stratégie des deux organismes, pose problème, même si une meilleure articulation entre les deux Instituts est nécessaire. Il y aura un Conseil d'Administration extraordinaire en février à ce sujet.

L'inquiétude du Conseil d'Administration de l'INRA, y compris de ces membres extérieurs, a été exprimée sur la possibilité de maintenir une programmation nationale, qui intègre aujourd'hui les avis des Conseils Scientifiques et le choix décisionnel du CA. Comment sera maintenue l'instruction scientifique associant le personnel, comme c'est plus ou moins le cas aujourd'hui ?

Pourquoi créer encore une nouvelle structure, sans avancer vers un réel rapprochement des Instituts (y compris les autres organismes de recherche publics intervenant dans le domaine de l'Agronomie) dans le cadre d'un nouvel EPST ?

Les inquiétudes des personnels seront portées, dans la diversité de leur appréciation, par la quasi-totalité des syndicats représentés dans les CA de l'INRA et du CIRAD **au Ministère lors d'un rendez-vous qui vient d'être demandé collectivement** ([courrier au ministre](#)).

La CFDT-INRA et ses collègues de la CFDT-CIRAD ont permis l'expression de cette demande unitaire par leur action conjointe.

[DECLARATION AU C.A.>>>>](#)

► 2/ BUDGET PRIMITIF 2007

Le budget de l'INRA est présenté en référence au contrat d'objectifs et à la loi sur la recherche, ce qui ne constitue pas, pour la CFDT-INRA, une base sérieuse. Son augmentation en apparence importante (+ 5,2 %) repose entre autre sur celle des ressources propres (contrats trouvés par les chercheurs). Mais **les crédits récurrents des laboratoires ne croissent que de 0,7 %** (choix INRA) **et seront donc de nouveau amputés.**

Pour l'emploi titulaire, 14 postes de chercheurs et 50 d'ingénieurs et techniciens sont créés ; de nouveau, comme l'an dernier, 20 postes sont mis en réserve. **Aucune discussion n'est possible sur la répartition entre les corps et les grades**, alors que ces choix dépendent maintenant de la Direction de l'INRA.

Les structures favorisées budgétairement, au détriment des autres dans un tel budget, appartiennent aux pôles décidés hors INRA (pôles de compétitivité, pôles DGER, RTRA) ou sont liées à des projets territoriaux retenus dans le contrat d'objectif (tous

les Centres, même importants en effectifs, n'en ont pas). On voit même l'INRA investir de l'argent dans des placements -éthiques ?- dans les Réseaux Thématiques de Recherche Avancée (voir point 3) afin de les faire fonctionner sur les produits financiers.

La CFDT s'est prononcée contre ce budget.

[L'ANALYSE DE LA CFDT >>>>](#)

➤ 3/ R.T.R.A. (Réseaux Thématiques de Recherche Avancée)

Ces structures créées par la loi sur la recherche seront financées par des fondations, dont une partie du budget, apportée par l'INRA, sera placée. Ce financement, dans un budget contraint, est en fait obtenu par la **restriction des soutiens de base des autres laboratoires, l'INRA n'ayant pas reçu de moyens complémentaires** sur son budget propre.

Les personnels participeront très peu aux instances de ces nouvelles structures (7 à 15 % des postes dans les CA !) : **encore une manière de réduire la représentation du personnel** ! L'INRA octroie des moyens très différents selon les RTRA : ainsi le pôle lyonnais sur les innovations thérapeutiques en infectiologie recevra une dotation de 5 500 euros par agent INRA contre 2 000 pour le pôle montpellierain (recherche agronomique et développement durable). Quelle justification ? Impossible de le savoir.

Nos collègues des Antilles-Guyane sont particulièrement inquiets vis-à-vis du pôle de Montpellier : quelle autonomie auront-ils, alors qu'ils devront chercher des financements complémentaires en répondant à des appels d'offre ? Dans ce contexte, le risque de vassalisation du centre Antilles-Guyane par rapport au centre de Montpellier est réel.

La CFDT- INRA exprime sa forte désapprobation concernant ces pôles et les formes choisies pour les diriger (fondations avec placement, quasi absence des représentants du personnel).

[DECLARATION AU C.A.>>>>](#)

➤ 4/ NON TITULAIRES

Le nombre de ces personnels est en constante augmentation chaque année, et plus particulièrement ces dernières années. Plus de 1300 personnes recensées représentent ainsi près **d'1/6ème de l'effectif de l'INRA** aujourd'hui.

La CFDT-INRA milite pour inverser cette situation qui développe la précarité.

Pour lutter contre cette dérive sociale, la CFDT-INRA revendique en priorité l'accroissement du nombre des postes titulaires et, pour les non titulaires actuels, la sécurisation des parcours professionnels par des emplois continus, des parcours ascendants, une augmentation de la qualification... et une responsabilisation des employeurs sur les conditions d'emploi et l'avenir professionnel de ces personnels.

[POUR EN SAVOIR PLUS >>>>](#)